

Dienstag (Vormittag), 3. September 2019 / Mardi matin, 3 septembre 2019

Volkswirtschaftsdirektion / Direction de l'économie publique

16 2019.RRGR.157 Motion 124-2019 Hässig Vinzens (Zollikofen, SP)
Baustopp für 5G-Antennen auch aus energiepolitischen Gründen!

16 2019.RRGR.157 Motion 124-2019 Hässig Vinzens (Zollikofen, PS)
Moratoire sur les antennes 5G pour des raisons de politique énergétique notamment

Gemeinsame Beratung der Geschäfte 2019.RRGR.142, 2019.RRGR.143 und 2019.RRGR.157.

Délibération groupée des affaires 2019.RRGR.142, 2019.RRGR.143 et 2019.RRGR.157.

Präsident. Wir kommen zu den Traktanden 14, 15 und 16. Es findet eine gemeinsame Beratung dieser Traktanden statt.

Vorher gebe ich aber noch Folgendes bekannt: In der Wandelhalle liegen Petitionen zum Thema 5G auf, erstens eine Petition «Vorsätzliche Körperverletzung mit 5G und Verfassungsbruch», die von einer Einzelperson aus dem Kanton Schwyz eingereicht wurde; zweitens eine Petition «5G», keine Unterschriften, einer Einzelperson aus Guggisberg; drittens eine Petition «5G» einer Einzelperson aus Heimenschwand; viertens eine Petition «5G», keine Unterschriften, einer Einzelperson aus Bremgarten. Diese Petitionen liegen draussen in der Wandelhalle auf. Es liegen uns drei Motionen (*M 119-2019, M 120-2019, M 124-2019*) vor. Ich darf die Motionärinnen und Motionäre bitten, sich in dieser Reihenfolge einzutragen: zuerst Moussia von Wattenwyl, dann Anne-Caroline Graber und schliesslich Kornelia Hässig. Wir kommen zum Traktandum 14. Je donne la parole à Madame Mous-sia von Wattenwyl.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Les Verts). Les deux ou trois premières fois qu'on m'a interpellé concernant la 5G, j'ai répondu qu'il n'y avait rien à faire, que le train était en route, et puis, qu'on allait avoir droit à la station de cette 5G. Puis, à force d'être contactée à ce sujet, j'ai eu des téléphones, par exemple, une dame qui me téléphone parce qu'il y a quelqu'un qui est suspendu à une antenne Swisscom en train de faire quelque chose, et que la commune ne peut la renseigner, et elle me demande de l'aider. Une dame qui m'interpelle parce qu'il y a un changement d'antenne qui est publié dans un journal où on dit que la station de base va être changée. Qu'est-ce que c'est ? Est-ce-que je peux la renseigner ? Donc, je téléphone à la préfecture et je la renseigne. Je me rends compte qu'il y a une immense incertitude qui s'établit dans la population, donc, je fais des recherches, et je me suis mise à étudier ce dossier à fond. Le document le plus intéressant et précis que j'ai trouvé a été publié par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) le 17 avril 2019 (*Réseaux 5G : opportunités et besoins liés au déploiement en Suisse*), donc, c'est très récent. C'est une information à l'intention des cantons que l'on trouve sur Internet. Cette brochure parle des propriétés de la 5G, des fréquences. Je cite : « ... à plus long terme, la 5G ... [doit] être utilisée dans une gamme de fréquence encore plus élevée, appelée « onde millimétrique ». » Ce que même le CEO de Swisscom lors d'un débat à Bienne, auquel je participais – avec Lars Guggisberg notamment – n'a pas démenti. Ceci, tout ceci, sans calendrier précis et avec de grandes questions sur la santé.

Cette brochure parle aussi du groupe de travail, dont on attend toujours le rapport, et qui est une analyse sur les besoins de demain et les risques. On a appris cet été que le rapport est repoussé à la fin de l'année. Et ce que demande le moratoire, c'est au moins d'attendre ce que dit ce rapport pour ne pas mettre la charrue avant les bœufs. Cette brochure, encore, annonce que l'ordonnance révisée adoptée le 17 avril 2019 comblera les lacunes qui pourraient entraver le développement de la 5G. L'état actuel des connaissances est évoqué, le seul effet nocif prouvé scientifiquement est le réchauffement des tissus. Mais on y évoque les influences possibles sur l'irrigation du cerveau, sur la qualité du sperme, sur la déstabilisation du patrimoine génétique, et le fait que l'OMS reconnaisse le rayonnement à haute fréquence comme source potentielle de

cancer. On attend un rapport de l'OMS aussi. Donc, tout ceci ne peut que déstabiliser la population. Le rapport même cite que le principe de précaution est de mise.

Chers collègues, comment ne pas se demander pourquoi prendre un peu plus de temps et de recul par rapport à cette situation ? Moi, j'ai l'impression qu'on construit une maison sans en avoir le permis de construire. La réponse du gouvernement plaide pour l'économie, le progrès. Mais ce n'est pas le seul pilier d'une société durable. Le gouvernement parle des besoins de LA société, mais on a à faire à différents avis dont il faut tenir compte. La brochure que j'ai citée se termine sur le fait que les valeurs limite sont définies par la Confédération. Oui, et les motions ne le remettent pas en question ! Là où le canton a une marche de manœuvre, je cite encore dans la brochure, « l'autorisation de construire des installations de téléphonie mobile et leur contrôle incombe aux cantons et aux communes ». 15 000 nouvelles antennes sont prévues. Y-a-t-il un plan directeur ? 15 000, car ces antennes émettront sur une fréquence plus élevée, car transmettront plus de données, mais dont la portée sera ainsi réduite. Ces antennes s'orienteront selon l'utilisateur. On doute aussi des effets que ceci aura. Les communautés, ont-elles été clairement informées ? Trois concessions ont été vendues, avant que le dossier ne soit ficelé, et forcément, tout ceci inquiète. Je cherche un peu de transparence dans ce dossier. A l'heure où l'on parle d'empreinte écologique, chacun devrait changer d'appareil, et les coûts vont augmenter. SwissRe, le 29 mai, a annoncé refuser d'assurer tout ce qui touchera à la 5G. Les météorologues craignent que les fréquences utilisées perturbent les satellites d'observation, les mises sur écoute ne seront peut-être plus possibles, le protocole même de mesure des émissions des antennes 5G n'a pas encore été développé par la Confédération, il y a des risques de sécurité avec Huawei, partenaire de Swisscom, et j'en passe des doutes...

Ah non, je ne vais pas les oublier, Mesdames et Messieurs : les électrosensibles, quand va-t-on leur donner la parole, et quand va-t-on tenir compte de ces gens ? Pour tout ce flou artistique et ces insécurités, le principe de précaution doit prévaloir. Je vous demande donc d'accepter le moratoire, mais au moins jusqu'à ce que ce rapport de l'OFEV nous parvienne. Je vous demande donc d'accepter les deux motions 14 et 15 et je vous remercie de votre attention.

Président. Je donne la parole à Madame Graber.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Je souhaite un moratoire sur l'installation d'antennes 5G sur le territoire de notre canton, au moins, comme l'a dit Moussia von Wattenwyl, jusqu'à la parution du rapport de l'OFEV ce sujet. Plusieurs sondages nous disent que plus de la moitié des habitants de notre pays sont réticents à l'égard de la 5G. Cette méfiance n'est ainsi pas le seul fait des partis et des mouvements écologistes. Des centaines de milliers de personnes résidant en Suisse craignent que l'omniprésence de la 5G sur notre territoire ne porte atteinte à leur santé. Cette peur diffuse ne doit pas être prise à la légère. Il ne fait guère de doute que la retenue de notre population à l'égard de la 5G plonge ses racines les plus profondes dans la conviction que la société, et plus particulièrement les entreprises qui ont un intérêt économique à une très large diffusion de la 5G, ne maîtrisent pas véritablement les effets de cette nouvelle technologie. La très respectable Fédération des médecins suisses s'oppose à la demande des opérateurs d'augmenter la puissance des antennes de relais dans notre pays pour cette raison. Pour les seuls motifs tenant à la santé publique, il conviendrait de connaître davantage les incidences à court et moyen terme de cette technologie, avant d'aller plus avant.

Mais ma réflexion va plus loin. La technologie de la 5G présente aussi de substantiels dangers en terme de protection des données. L'opérateur Sunrise a choisi l'entreprise chinoise Huawei pour l'installation de nouvelles antennes de relais pour la 5G en Suisse. Il faut garder présent à l'esprit que Huawei a été fondée dans les années 1980 par l'ancien directeur de l'Académie des communications de l'armée populaire de libération de Chine. Huawei exerce une emprise croissante sur le marché mondial dans le domaine du fonctionnement d'Internet et de la 5G. En raison de sérieux soupçons d'espionnage à vaste échelle à l'encontre de Huawei, plusieurs Etats, parmi lesquels les Etats-Unis, le Japon, l'Australie ou la Nouvelle Zélande, lui ont interdit d'installer les infrastructures nécessaires à la 5G. D'autres Etats envisagent de faire de même pour des raisons de sécurité des données. En effet, l'installateur des infrastructures de la 5G semble en mesure d'intercepter les données transitant par ces dernières, selon un système qu'on appelle celui des « backdoors ».

Chers et chères collègues, je vous prie instamment d'être très attentifs aux décisions prises par les pays que je viens d'évoquer. Les Etats-Unis et le Japon sont de féroces défenseurs des intérêts de leur économie globale et de leurs entreprises. Soyons conscients que ces ardents défenseurs de leur économie nationale n'ont pas hésité à ne pas vouloir de Huawei pour l'installation de leurs antennes

5G. En raison de la sérieuse présomption de collaboration étroite entre le géant Huawei et le gouvernement chinois, notamment à des fins d'espionnage, des interventions parlementaires ont été déposées au niveau fédéral, mentionnons notamment l'interpellation de Fabio Regazzi, PDC, Tessin, qui manifeste ses craintes en relation avec la 5G en posant notamment ces deux questions : a) Que pense le Conseil fédéral des soupçons de fraude, de corruption et d'espionnage portés sur Huawei par les Etats-Unis et d'autres pays ? b) Quel risque dans un secteur très sensible, cette technologie étrangère pourrait-elle présenter pour la sécurité de notre pays, pour les données personnelles et en termes d'espionnage industriel ? Je précise que Fabio Regazzi fait clairement partie de l'aile droite du PDC, et que c'est un grand défenseur des intérêts de l'économie.

Je suis, moi aussi, très sensible aux intérêts légitimes de nos entreprises. Elles sont garantes de notre prospérité et, partant, de la stabilité de notre modèle de société et nos institutions politiques. Mais chacun reconnaîtra qu'aussi bien dans la vie des personnes que dans celle des Etats, il faut autant que faire se peut, appliquer le principe de précaution avant de prendre des décisions aux effets incertains et aléatoires. En dépit de la proposition de rejet du Conseil-exécutif, je vous prie d'accepter ma motion (M 120-2019). Je voudrais ajouter que les différents motionnaires ne veulent absolument pas interdire la 5G en Suisse. Nous savons que nous ne pouvons pas arrêter cette tendance. Mais notre Grand Conseil peut donner un signal et relayer, tenir compte, des préoccupations de plus de 50 pour cent de la population qui émettent des doutes très légitimes en matière de 5G, en relation avec la sécurité des données, mais aussi la santé publique.

Präsident. Monsieur Benoit ... non, excusez-moi. Das war ein kleiner Fehler bei mir Drehbuch. Kornelia Hässig hat ja ihre Motion (M 124-2019) zurückgezogen, gibt aber jetzt ihre Erklärung ab. Sie hat das Wort.

Kornelia Hässig Vinzens, Zollikofen (SP). Anstoss für unsere Vorstösse waren ja die Moratorien in den Kantonen Waadt und Genf, und auch Mitglieder, die auf uns zugekommen sind und sagten: «Was tut ihr gegen 5G?» Nachdem wir die Vorstösse eingereicht hatten, äusserten sich das Bundesamt für Umwelt (BAFU) und das Bundesamt für Kommunikation (BAKOM) eigentlich ziemlich kurz darauf in einem Schreiben zu den Moratorien in den Kantonen Waadt und Genf. Dieses Schreiben wird in der Antwort des Regierungsrates zitiert. Darin steht, dass der Kanton keine Bestimmungen zum Schutz vor nichtionisierenden Strahlen erlassen kann. Dafür ist allein der Bund zuständig. Im Schreiben steht aber nicht – wie es der Regierungsrat glaubhaft zu machen versucht –, dass ein Kanton kein Moratorium für Antennen erlassen kann, im Gegenteil. Es steht nur geschrieben, dass, wenn die Kantone diesbezügliche Erlasse erarbeiten, die Anbieter dagegen Beschwerde einreichen können und dass dann die Gerichte zu entscheiden haben, inwiefern das Bundesgesetz verletzt wurde.

Anders wäre es mit dem Argument, dass im Kanton Bern noch nicht in allen Gemeinden saubere und transparente Bewilligungsverfahren für die Umrüstung oder für den Neubau von Antennen sichergestellt sind. Dies ist doch sicherlich im Interesse von uns allen, und dies wäre eben dann in der Kompetenz des Kantons respektive auch der Gemeinden, denn wir sind zuständig für diese Bewilligungsverfahren. Hier kann ein Kanton einhaken und sagen: «Wir machen ein Moratorium.» Aber diesbezüglich sind eigentlich auch schon zwei Vorstösse unterwegs, und somit werden wir hoffentlich spätestens in der nächsten Session Gelegenheit haben, Klarheit zu schaffen. Aber ein Kanton kann also so argumentieren, und aufgrund dessen kann er ein Moratorium erlassen. Ein transparentes Bewilligungsverfahren ist richtig und demokratisch und hilft auch, die Ängste in der Bevölkerung abzubauen. Es ist so oder so richtig, die Ängste der Bevölkerung ernst zu nehmen. Mir macht allerdings mehr Angst, was aufgrund von 5G alles möglich werden wird, und dass die vielfachen Anwendungen sicher nicht zu Energieeinsparungen führen werden. *(Die Rednerin fragt den Präsidenten aufgrund des blinkenden Lämpchens, ob ihre Redezeit bereits überschritten sei, was der Präsident bejaht. / Comme la petite lampe clignote, l'oratrice demande au président si son temps de parole est déjà écoulé, ce que le président confirme.)* Gut, dann darf ich Ihnen mein Votum vorenthalten. Ich werde dem Moratorium der Grünen (M 119-2019) auf jeden Fall zustimmen, weil ich das Gefühl habe, wir brauchen ein bisschen Bedenkzeit, um zu schauen, in welche Richtung wir gehen wollen.

Präsident. Ich habe das Blinken des Lämpchens nach zweieinhalb Minuten veranlasst.

Wir haben bei der ersten Motion Anne-Caroline Graber als Mitmotionärin; ich gehe davon aus, dass sie sich dazu schon geäussert hat. Bei der zweiten Motion haben wir Anne Speiser als Mitmotionärin. Möchten Sie etwas sagen? – Das ist nicht der Fall. Gut, dann kommen wir zu den Fraktionsprechenden; zuerst Vania Kohli für die BDP.

Vania Kohli, Bern (BDP). Wenn ich jetzt ein Hämmerchen hätte, würde ich jetzt sagen: Es sind Moratorien zu vergeben; zum Ersten, zum Zweiten, zum Dritten! Es ist vergeben. Nein, Spass beiseite: Was soll das alles? – Zuerst gebe ich mal meine Interessenbindung bekannt: Ich und alle BDP-Fraktionsmitglieder sind Mobilfunk-Benutzerinnen und -Benutzer. Also: Das BAFU hat keine Studie zur möglichen Gefahr von 5G in Auftrag gegeben. Nein, das BAFU hat einer Arbeitsgruppe den Auftrag gegeben, Bedürfnisse und Risiken beim Aufbau des 5G-Netzes zu analysieren und Empfehlungen abzugeben. Und nein, es ist keine Veröffentlichung von wissenschaftlich unabhängigen Berichten dazu geplant, schon gar nicht solche, die wissenschaftlich klären, dass 5G keine Auswirkungen auf Mensch und Umwelt hat, weil dies nämlich wissenschaftlich gar nicht möglich ist. Oder hat jemand von Ihnen schon einmal einen wissenschaftlichen Bericht gelesen, dass zum Beispiel der Konsum von Broccoli oder Kaugummi negative oder eben keine negativen Auswirkungen auf Mensch und Umwelt haben kann?

Liebe Kolleginnen und Kollegen, die BDP hat durchaus Verständnis für gewisse Ängste und Verunsicherungen, die im Zusammenhang mit 5G bestehen können. Sie will aber nicht helfen, diese zu schüren, und gehört definitiv auch nicht zu dieser Verschwörungscommunity. Gemäss Kompetenzaufteilung zwischen Bund und Kantonen hat der Bund die alleinige Zuständigkeit, Vorschriften über den Schutz der Menschen vor nichtionisierender Strahlung zu erlassen; nur um diese geht es nämlich bei 5G. Diese Kompetenz hat er mit dem Erlass des Bundesgesetzes über den Umweltschutz (Umweltschutzgesetz, USG) und mit der Verordnung über den Schutz vor nichtionisierender Strahlung (NISV) wahrgenommen, und zwar abschliessend. Darum gibt es keinen Handlungsbedarf und überhaupt keinen Platz für kantonale Bestimmungen in dieser Sache. Jeder Erlass, den der Kanton Bern erlassen würde, auch ein Moratorium, ist kompetenzwidrig. Auch wenn 5G-Antennen eine effizientere Technologie nutzen, ist 5G eigentlich nichts anderes als 4G und wird in ähnlichen Frequenzen ausgestrahlt. Es ist keine andere Technologie. Die Funkwellen sind erforscht, und all das, was es zu 4G zu sagen gab, gilt auch für 5G. Dass 5G zukünftig in höheren Frequenzen eingesetzt werden soll, also mit sogenannten Millimeterwellen, wie in den Vorstössen zum Teil behauptet wird, steht nicht zur Diskussion. Diese sind übrigens heute schon funktionierend, nämlich bei Ganzkörperscannern im Flughafen oder auch bei Abstandsmessern zwischen Autos. Die Eidgenössische Kommunikationskommission (ComCom), welche die zuständige Behörde ist, plant dies nicht einmal.

Und jetzt noch zum Vorsorgeprinzip: Die Normen sind in der Schweiz, das wissen Sie ja, deutlich strenger als in Europa. Zudem haben wir Anlagegrenzwerte, die ebenfalls viel strenger sind als in den meisten europäischen Ländern. Und noch einmal zur Datensicherheit: Auch dort sagt das Fernmeldegesetz (FMG) klar, dass weder der Bund noch der Kanton die rechtlichen Mittel haben, irgendwie auf die Betreiber Einfluss zu nehmen. Diese sind nämlich für die Integrität und Sicherheit ihrer Netze selber verantwortlich und müssen das Fernmeldegeheimnis wie auch den Datenschutz gewährleisten können. Das ist also Sache des FMG.

Die BDP-Fraktion dankt dem Regierungsrat für die gute und sachlich richtige Antwort. Er hat zum Ausdruck gebracht, dass ihm das Bedürfnis der Gesellschaft wie auch der Wirtschaft nach einer guten Mobilfunkabdeckung ein Anliegen ist, dass er aber auch die Sicherheitsbedenken der Bevölkerung ernst nimmt. Der Regierungsrat hat auch erkannt, dass ein Moratorium rechtlich keinen Bestand hätte und dass der Kanton und die Gemeinden, respektive auch die Regierungsratthalter, sich bei ihren Entscheidungen in Sachen Baubewilligungen an die rechtlichen Gesetze halten müssen. Die BDP wird sämtliche Vorstösse einstimmig ablehnen. Wir bitten Sie, das Gleiche zu tun.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Vor zwei Wochen hat der Grosse Gemeinderat von Langnau im Emmental ein dringliches Postulat (*Postulat 2019-54: Urs Stucki, Hans Ulrich Albonico und Mitunterzeichnende betreffend 5G-Antennen in Langnau*) behandelt, unter anderem mit der Forderung nach einem Moratorium für 5G-Antennen, solange die Auswirkungen von 5G auf die Gesundheit von Mensch, Tier und Pflanzen ungeklärt sind. Eingereicht wurde der Vorstoss von einem Hausarzt aus der SP und einem Heizungs- und Haustechniker aus der SVP. Und dem Vorstoss ging eine Petition mit 800 Unterschriften voraus.

Warum erzähle ich Ihnen dies hier? – Einerseits, um Vania Kohli zu zeigen, dass nicht nur einfach eine Verschwörungscommunity hinter diesen Moratoriumsforderungen steht, sondern eben auch Personen im Grossen Gemeinderat von Langnau im Emmental. Andererseits erzähle ich Ihnen dies, weil das Beispiel zeigt, dass die Sorgen, die Verunsicherung und die Ängste in der Bevölkerung weit verbreitet sind, und zwar über die Parteigrenzen hinweg, links und rechts, und interessanterweise, interessanterweise vor allem auf dem Land. Das haben wir vorhin auch vom Ratspräsidenten

gehört, als er vorlas, woher die Petitionen gekommen sind: aus Heimenschwand, aus Guggisberg. Nächste Woche wird zum Beispiel in der Gemeinde Worb eine Petition mit Hunderten von Unterschriften eingereicht, mit der Forderung an die Gemeindebehörden – ich zitiere –, «sich dafür einzusetzen, dass eine Erhöhung der Bestrahlung durch die 5G-Technik gestoppt wird, dass die bisherigen Werte gemessen und die Ergebnisse mit Erfahrungsrichtwerten gesundheitlich bewertet werden». Dies habe ich zitiert, um zu zeigen, dass es besorgte Bürgerinnen und Bürger gibt, die versuchen, im Rahmen der Rechtsordnung ihren Sorgen Ausdruck zu verleihen, und die Vertrauen in die Behörden haben, dass diese ihre Sorgen auch ernst nehmen.

Wenn man die Stellungnahme des Regierungsrates zu den Moratoriumsvorstössen hier im Grossen Rat liest, erhält man nicht den Eindruck, dass der Regierungsrat die verbreiteten Sorgen und Befürchtungen in der Bevölkerung wirklich ernst nimmt. Es wird vielmehr klar, dass der Regierungsrat einfach vorwärts machen will mit dem Aufbau des 5G-Netzes. An die Adresse der besorgten Bürgerinnen und Bürger, die sich gegen den Neubau oder Erweiterungen von Antennenanlagen zur Wehr setzen wollen, verweist er bloss auf die Rechtsmittel in der Baugesetzgebung, auf Einsprache- und Beschwerdemöglichkeiten. Auch in Langnau hat sich übrigens die Exekutive mit rechtlichen Argumenten gegen die Moratoriumsforderung aus dem Gemeindeparlament gewehrt. Der Gemeinderat schrieb: «Die Gemeinde hat keine Möglichkeit, ein Moratorium zu beschliessen.» Und trotzdem hat das mehrheitlich bürgerliche Gemeindeparlament das Postulat mit einer Dreiviertelmehrheit beschlossen.

Und was machen *wir* jetzt? Auch uns hat der Regierungsrat viele rechtliche Argumente entgegengehalten. Allerdings werden die einschlägigen Quellen des Bundes in seiner Stellungnahme etwas selektiv zitiert. Die zuständigen Bundesämter BAFU und BAKOM schrieben in der zitierten Stellungnahme vom 3. Mai 2019 nämlich nicht nur, dass der Bund allein zuständig sei für den Erlass von Vorschriften über den Schutz des Menschen vor schädlicher und lästiger nichtionisierender Strahlung, sondern es heisst in dieser Stellungnahme auch: «Zuständig für die Bewilligung von Mobilfunkanlagen sind die Kantone. In verfahrensrechtlicher Hinsicht folgen sie dabei dem kantonalen Baubewilligungsverfahren. Für die inhaltliche Beurteilung, ob die Voraussetzungen für die Erteilung einer Baubewilligung erfüllt sind, wenden die Kantone neben dem Bundesumweltrecht auch kantonale bau- und planungsrechtliche Bestimmungen an.»

Aber wie sieht es nun aus mit diesen bau- und planungsrechtliche Bestimmungen, mit den Rechtsmitteln, welche die Bürgerinnen und Bürger ergreifen können? – Damit sie dies tun können, braucht es Transparenz. Ich habe in der letzten Session einen Versuch gemacht und sechs Gemeinden in der Agglomeration Bern angefragt, wie sie es mit der Publikation von Baugesuchen für neue oder für 5G-Antennen halten, und ich habe festgestellt, dass es jede Gemeinde anders handhabt. Ich habe deshalb einen Vorstoss (*M 176-2019*) eingereicht, der – so das Büro will – als dringlich erklärt wird und in der nächsten Session behandelt werden kann. Ich sehe, es blinkt schon. Ich möchte damit nur sagen: Es gibt auch eine Möglichkeit, um gestützt darauf, dass es heute an den technischen Grundlagen noch fehlt, an der Vollzugshilfe, die der Bund zur Beurteilung von solchen Gesuchen versprochen hat ... dass es daran noch fehlt. Dies wurde letzte Woche auch bei einem Vorstoss im Bundesparlament ... (*Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen. / Le président demande à l'orateur de conclure.*) vom Bundesrat zugegeben. Es fehlt an den nötigen Instrumenten für die Abwicklung der Baubewilligungsverfahren, und darum bitte ich Sie, diesem Moratorium ... (*Der Präsident schaltet das Mikrofon aus. / Le président coupe le micro.*)

Präsident. Bitte – Sie haben schon fünfeinhalb Minuten gesprochen. Es tut mir leid, Herr Vanoni. Ich gebe das Wort Michael Köpfli.

Michael Köpfli, Wohlen b. Bern (glp). Ich werde die Zeit sicher nicht ausnützen: Jetzt habe ich extra einmal ein Votum geschrieben, und nun hat mir Vania Kohli eigentlich alles, was ich sagen wollte, aus dem Mund genommen. Ich verzichte daher darauf, die ganzen wissenschaftlichen Grundlagen noch einmal ausführlich darzulegen. Vielleicht einfach kurz noch einmal ein paar Fakten: Die Schweiz hat eine Verordnung gegen nichtionisierende Strahlung. Im internationalen Vergleich sind die Grenzwerte sehr streng, und sie werden wegen 5G nicht angepasst. Ein weiterer Punkt, und dies ist vielleicht gerade für die Landbevölkerung wichtig, die heute eine schlechtere Netzabdeckung hat: Ein sehr hoher Teil der Strahlung geht vom Endgerät, also vom Handy aus, das wir ans Ohr halten. Je schlechter die Netzabdeckung ist, desto grösser ist die Strahlenbelastung. Das heisst: Ein besseres Netz, wie es mit 5G ausgebaut wird, wird die Strahlenbelastung beim Nutzer der Mobiltelefone reduzieren.

Es ist auch so, dass es keine wissenschaftlichen Erkenntnisse gibt, dass von 5G eine neue Gefahr ausgeht als vorher mit 4G; dies wurde dargelegt. Es ist nicht so, dass es gar keine ... Bei sehr hohen Dosierungen über längere Zeit gibt es durchaus Auswirkungen, aber es gibt keine renommierte Studie, die besagt, dass von 5G eine Gefahr für die Bevölkerung ausgeht. Vania Kohli hat es sehr gut gesagt: Man kann die Nicht-Schädlichkeit einer Sache nicht beweisen; dies ist wissenschaftlich unmöglich. Man kann auch nicht beweisen – sie hat Kaugummi und Broccoli erwähnt –, dass Wasser unschädlich ist; dies ist wissenschaftlich nicht möglich. Deshalb kann man nicht verlangen, dass eine Technologie erst dann eingeführt wird, wenn die Unschädlichkeit bewiesen ist. Wir sind auch nicht blind technologiegläubig: Bei der Atomenergie zum Beispiel ist die Schädlichkeit sehr wohl bewiesen. Wir haben ein Problem mit der Endlagerung oder mit der Sicherheit. Dort gibt es gute Argumente, eine Technologie zu verbieten. Bei 5G liegen diese Erkenntnisse nicht vor.

Vielleicht einfach noch: Darum herum entstehen jetzt noch allerlei Verschwörungstheorien, etwa darüber, dass unsere Gehirne überwacht werden – ich weiss nicht, was ich da alles für E-Mails erhalten habe. Einmal ging ich über den Bundesplatz, als eine Anti-5G-Demo stattfand, und da sah ich tatsächlich Leute mit Alu-Hüten. Ich habe immer gemeint, dies würden nur Satiriker tun über Leute, die sich gegen solche Sachen wehren, aber die gibt es offensichtlich tatsächlich. Für mich ist es auch nicht so, dass es irgendein Qualitätsmerkmal sein soll, weil Leute in einem Parlament Dinge beschliessen, die gar nicht stufengerecht sind und wissenschaftlich jeder Grundlage entbehren. Es gibt auch in vielen Parlamenten Leute, die Familien empfehlen, dass man Kinder nicht gegen Masern impfen solle, und auch diese Leute können gewählt werden. Ich finde dies trotzdem problematisch, und wahrscheinlich ist die Schnittmenge mit den 5G-Gegnern relativ hoch.

Vielleicht zum Schluss noch dies: Wir sehen in der Digitalisierung eine sehr grosse Chance. Leistungsfähige Mobilfunknetze ermöglichen eine höhere Geschwindigkeit bei der Datenübertragung; dies ist eine Chance für den Wirtschafts- und Denkplatz Schweiz, aber auch Bern. Nicht zuletzt ermöglicht dies auch Innovationen, die es uns ermöglichen, in Zukunft sehr viel Energie zu sparen. Deshalb ist die Digitalisierung auch im Bereich der Energiewende eine Chance und kein Problem, und wir können sie schon gar nicht mit einem Moratorium im Kanton Bern aufhalten.

Fazit: Dieser Vorstoss ist nicht stufengerecht, wissenschaftlich nicht haltbar und vor allem innovationsfeindlich. Wir lehnen diese Vorstösse klar ab.

Präsident. Für die Fraktion SP-JUSO-PSA: Andrea Rüfenacht.

Andrea Rüfenacht, Burgdorf (SP). Diese Vorstösse machen es klar: Es gibt offensichtlich noch viele verschiedene offene Fragen zu dieser neuen 5G-Technologie. Wir können es ja in den Begründungen lesen; es ist sehr breit: Es geht von der Datensicherheit über Fragen zum Energie- und Ressourcenverbrauch und nicht zuletzt eben bis hin zu den Auswirkungen auf die Gesundheit der Menschen, aber auch anderer Lebewesen. Andere Punkte hingegen sind ja ganz klar, und dies kann man auch der Antwort der Regierung entnehmen, so zum Beispiel die Frage der Zuständigkeit. Die Kantone sind es nicht, nein, sie sind es nicht. Moratorien, wie sie in diesen Papieren gefordert werden, liegen ausserhalb der Zuständigkeit der kantonalen Regierungen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird die beiden Vorstösse vor allem aus diesem Grund grossmehrheitlich ablehnen.

Es gibt Studien und Expertinnenberichte zu fast allen aufgeworfenen Fragen. So ist zum Beispiel auch schon seit Längerem klar, dass das Mobiltelefon an und für sich klar negative Auswirkungen auf die Gesundheit haben kann. Trotzdem möchten ja ganz viele Leute ihr Smartphone nicht mehr missen. Und laut der Umfrage, die der Bund durchgeführt hat, machen sich die meisten Leute auch erstaunlich wenige Sorgen zum Gebrauch des eigentlichen Mobiltelefons. Hingegen haben viele – sicher etwa die Hälfte der Leute – Bedenken zu den Auswirkungen der Antennen, die es halt einfach auch braucht, wenn sie ihr Mobiltelefon brauchen wollen. Es gibt allerdings bis heute noch keinen Beweis im strengen Sinn, dass die Strahlung der Mobilfunkantennen negative Auswirkungen auf die Gesundheit der Menschen hätte. Die Fragestellung war sehr wohl schon das Thema verschiedener wissenschaftlicher Studien; es gibt Informationen. Das heisst jetzt aber nicht, dass damit schon alles klar ist. Zum heutigen Zeitpunkt ist es noch gar nicht möglich, Aussagen zu den langfristigen Auswirkungen einer sehr neuen Technologie zu machen.

Die Weltgesundheitsorganisation (WHO) wurde auch zitiert. Sowohl die WHO als auch das BAFU gehen solche Fragestellungen ganz ähnlich an: Es werden Arbeitsgruppen eingesetzt, die laufend die neusten wissenschaftlichen Studien sichten – nicht selber machen, sondern sichten –, die darauf hinweisen, wo es in diesen konkreten Forschungstätigkeiten noch Lücken geben könnte, und die nachher regelmässig zum Thema informieren. Dies tun sie zwar meistens – man muss es schon

sagen – vielleicht nicht gerade in einfacher Sprache, aber die Idee ist natürlich schon, dass diese Informationen nachher allgemeinverständlich sein sollten. Kommunikation ist hier wirklich alles. Wenn ein Bericht zuerst angekündigt und die Publikation nachher verschoben wird, dann reicht alleine schon dies, dass alle noch ein bisschen skeptischer werden und mehr Transparenz verlangen. Diese Kommunikation beispielsweise könnte sicher noch verbessert werden, nur ist auch dies kein Thema für den Kanton Bern. Die Zuständigkeit liegt hier einmal mehr ganz klar beim Bund. Dort kann man zum Beispiel mehr Transparenz verlangen. Gleichzeitig kann man aber auch darüber reden, was schon untersucht wurde, wo die bekannten Risiken liegen, was jetzt auch noch gerade abgeklärt wird und was wirklich untersucht wird, im Sinne des Eingehens auf die Bedenken und Interessen in der Bevölkerung und des Redens mit den Leuten darüber, inwiefern und wie streng hier diese Untersuchungen ausgeführt werden. Und man kann auch gleich noch einen Effort machen und erklären, dass die kantonalen Regierungen im Sinn von Moratorien die falschen Adressanten sind. Die Mehrheit der SP-JUSO-PSA-Fraktion wird sich in diesem Sinn engagieren, mit den Leuten reden und diese zwei Vorstösse (*M 119-2019*, *M 120-2019*) ablehnen.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Wir sind reichlich spät dran, dass dieses Thema jetzt auf die politische Agenda gekommen ist. Vieles ist eigentlich schon gelaufen. Es gibt bereits 5G-Antennen, die Konzessionen wurden versteigert; daher sind wir hintendrin. Aber es ist trotzdem sehr gut und sehr wichtig, dass wir hier in diesem Rat noch über dieses Thema diskutieren, auch wenn umstritten ist, was genau die Kompetenz des Kantons ist.

Zuerst einmal: Die EDU-Fraktion anerkennt die Vorteile der 5G-Technologie absolut. Diese Vorteile sind, dass mehr Geräte mit dem Internet verbunden werden können, dass eine geringere Latenz möglich ist – da sprechen wir von nur noch 1 bis 10 Millisekunden –, ebenso wie eine höhere Geschwindigkeit – da sprechen wir von 10- bis 100-mal schneller, als dies bis jetzt möglich war. Wir anerkennen diese Vorteile, wir sind auch nicht irgendwie technologiefeindlich, und wir sehen auch Chancen bei der Digitalisierung. Das werden Sie sehen, wenn wir später in dieser Session noch den Vorstoss zu den Ride-Sharing-Apps (*M 279-2018*) diskutieren, den ich zusammen mit Michael Köppli erarbeiten konnte. Aber wir sehen ganz klar auch Probleme: Dinge, die nicht nur den Bürgerinnen und Bürgern in unserem Kanton Sorgen machen, sondern auch uns. Es wurden Langzeitfolgen erwähnt: Es kann ja noch gar keine Studie zur Schädlichkeit oder Nicht-Schädlichkeit von 5G geben, denn es ist nicht so, dass man eine Antenne aufstellt, und dann – bäm! – kommt ein Strahl und jemand liegt verletzt am Boden, sondern wenn schon sind es Langzeitfolgen. Da reden wir von zehn, zwanzig, dreissig Jahren, und da können wir heute absolut unmöglich irgendeine Aussage treffen, die halbwegs sinnvoll wäre. Wir können höchstens schauen, welche anderen Faktoren es gibt, die da hineinspielen, und hier muss auch erwähnt werden: Die WHO bezeichnet Mobilfunkstrahlung als wahrscheinlich krebserregend. Deshalb müssen wir hier ganz genau hinschauen.

5G ist nicht eine völlig andere Technologie als bisher, aber wir müssen schauen, was mit ihr und zusammen mit diesem «Päckli» alles kommt. Es kommen ganz klar Forderungen nach einer Lockerung der Grenzwerte; die Rede ist von 5 Volt pro Meter auf 15 Volt pro Meter. Dies tönt nach einer moderaten Verdreifachung, aber es handelt sich hier um ein Quadrat; wenn Sie also die eine Seite des Quadrats – Volt pro Meter – verdreifachen, dann verdreifachen sich auf der anderen Seite auch die Ampere pro Meter, und zusammen ist nachher die Leistungsflussdichte S , die eigentlich nachher Watt pro Quadratmeter ist, verneunfacht. Hier geht es eigentlich nicht um eine Verdreifachung der Grenzwerte, sondern um eine Verneunfachung. Es wird auch gesagt, es brauche mindestens 15 000 neue Antennen, die alle auch noch strahlen, und man sieht auch, dass es ein exponentielles Wachstum beim Bedarf nach mobilen Daten und nach angeschlossenen Geräten gibt. Mit den Internet of Things sollen bis zu 500 Milliarden internetfähige Geräte angeschossen werden können. Ja, wollen wir denn dies grundsätzlich? – Hier fehlt eine grundlegende Debatte über diese Grundsathtemen.

Was uns auch Sorgen macht, ist, dass es sogenannte neutrale Studien gibt, oder Stiftungen, die von Swisscom und Sunrise gesponsert sind und angeblich neutrale Ergebnisse produzieren sollen, aber auch dies hinterfragen wir. Überall, wo Milliardeninteressen im Spiel sind – und das ist hier der Fall –, hinterfragen wir sogenannte neutrale Ergebnisse. Etwas, das auch immer wieder gesagt wurde: Es gibt diese NISV, und ein Hauptproblem ist, dass es eine Verordnung ist; eine Verordnung, die vor allem im Zuständigkeitsbereich des Bundesrates ist, und doch ist es etwas, das ganz viele Bürgerinnen und Bürger sehr stark beschäftigt. Weil es aber in einer Bundesverordnung ist, hat man mit demokratischen Möglichkeiten fast keinen Einfluss darauf, diese wahrzunehmen.

Für uns als EDU-Fraktion ist deshalb ein Moratorium nicht die ideale Lösung. Wir wissen: Auch nach zwei Jahren werden wir nicht viel weiter sein, was die Langzeitfolgen der 5G-Technologie oder der Mobilfunkantennen anbelangt. Was unsere Lösung ist und was wir gerne sehen würden, ist, dass die Gemeinden die Kompetenz erhalten, über den Bau von Mobilfunkanlagen zu entscheiden und auch über die Grenzwerte, die dabei eingehalten werden sollen. Diese sollten auch tiefer sein dürfen als national vorgegeben. Dies ist unser Vorschlag. So kommt wirklich demokratische Macht zurück an die Bürgerinnen und Bürger, sodass sie entscheiden und diese Risiko-Nutzen-Abwägung treffen können – direkt vor Ort, wo sie betroffen sind. Wir werden aber diesen beiden Vorstössen (*M 119-2019*, *M 120-2019*) zustimmen; einfach, weil wir hier grundsätzlich noch skeptisch sind und weil die Probleme den möglichen Nutzen für uns momentan wirklich klar überwiegen.

Roland Benoit, Corgémont, (UDC). Dans notre région, nous avons un organe politique qui s'appelle le Conseil du Jura bernois, et le printemps dernier, lorsqu'on est arrivé à parler de la 5G, nous avons également souscrit et décidé de soutenir un moratoire. Dans ce sens-là, nous avons également fait un communiqué. Par la suite, il y a eu plusieurs interventions qui ont été préparées. Je suis – vous l'avez peut-être vu – comotionnaire concernant la motion de Anne-Caroline Graber, et je suis cosignataire de la motion de Moussia von Wattenwyl. Dans ce sens-là, c'est vrai que depuis le dépôt de ces motions, et suite à la réponse du Conseil-exécutif, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, et nous sommes aujourd'hui pratiquement devant un fait accompli, puisque on sait que plusieurs centaines d'antennes 5G ont été installées en Suisse. Ce qui est paradoxal, c'est que toute construction d'antenne est soumise à un permis de construire. Donc, les communes sont obligées de se positionner. Il y a des oppositions qui peuvent être formulées, même si on augmente la puissance. Et les communes n'ont pas la possibilité de s'opposer, puisque tout est régi sous l'égide de la Confédération. C'est vraiment un paradoxe. On nous dit également que l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) n'a pas encore pu définir les aspects négatifs sur l'être humain de cette utilisation de la 5G.

D'un autre côté, nous avons l'économie. L'économie ne peut pas rester en arrière par rapport à l'économie aussi internationale, et qui a besoin de cette 5G, qui a besoin de ces vitesses d'application.

En lisant la réponse du Conseil-exécutif, on peut voir que, ils le disent eux-même, « on ne peut pas aujourd'hui encore définir s'il y a effectivement des effets négatifs sur la santé ». Le groupe UDC s'est penché sur la problématique soulevée par ces motions, et nous avons discuté et pesé les intérêts entre les aspects économiques et les aspects d'un impact sur l'être humain. Je vous informe que le groupe UDC soutient la position du gouvernement, c'est-à-dire, refuse les deux motions (*M 119-2019*, *M 120-2019*) à une grande majorité.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Ich war vor einigen Jahren persönlich mit gesundheitlichen Problemen wegen Elektromog unterwegs. Ja, was macht man, wenn es plötzlich anfängt, überall zwischen den Fingern und Zehen zu jucken, und man nicht weiss, wieso, und man irgendwann feststellt, dass wahrscheinlich entweder die Luft, Baugift oder Elektromog die Ursachen sein könnten? – Bestrahlt von Natel-Antennen und von einer Hochspannungsleitung, die nicht weit weg von unserer Wohnung vorbeiging: Dies war das Umfeld. Wir liessen dann Messungen machen, um zu schauen, was das Problem sein könnte. Und das ist etwas, das ich heute allen Bürgerinnen und Bürgern empfehle, die irgendwo einen Verdacht auf Elektromog haben, die irgendwo einen Verdacht haben, dass sie von Strahlungen belastet werden, die ihre Gesundheit gefährden könnten. Die Messungen waren sehr interessant und kosteten auch fast kein Geld; 300 Franken kostete die Untersuchung. Das Resultat: Wir hatten einen 39-fachen Wert der elektromagnetischen Strahlung an meinem Schlafplatz. Also: Natel-Antenne, kein Problem. Hochspannungsleitung, kein Problem. Hausinstallation, ein grosses Problem. Das ist ein Punkt, der sehr wichtig ist in dieser Diskussion: Wenn man Elektromog diskutiert, muss man ihm auf den Grund gehen; man muss messen, was wirklich Sache ist, und nicht mit irgendwelchen News und Fake News versuchen, ein Geflecht von Informationen zu machen, das schlussendlich eben nicht wirklich zielführend sein kann.

Die Natel-Antennen selber sind dann möglichst schadlos, wenn sie dicht angeordnet werden, also nicht grosse Distanzen überbrücken müssen: also viele Antennen mit niedriger Frequenz. Bei 5G, worüber wir heute diskutieren, geht es innerhalb dessen, was gemacht wird, darum, in derselben Frequenz zu bleiben. All jene, die von Millimeterwellen und höheren Frequenzen reden, sind nicht im Thema, denn dort haben wir weder eine Konzession noch eine Aussicht auf eine Konzession. Man muss es klar trennen: 5G ist etwas anderes als die Hochfrequenzstrahlung, die ebenfalls

irgendwann ein Thema sein könnte. Dort habe ich auch kein Problem, wenn man für die physikalische Grössenordnung dieser Millimeterwellen ein Moratorium verlangt. Das heute bewilligte 5G hingegen ist in der normalen Frequenz, mit der wir bis jetzt auch schon bestrahlt wurden. Wenn wir persönlich etwas tun wollen, müssen wir wirklich bei der Ursache beginnen, das heisst: keine Funktelefone mehr in der Wohnung, über Nacht das WLAN ausschalten, damit wir da nicht belastet sind, und vor allem: keine solchen Geräte im Schlafraum. (*Der Redner zeigt dem Rat sein Mobiltelefon. / L'orateur montre son portable à l'assemblée.*) Unser Körper verträgt relativ viel, wenn er Ruhe vor diesen Strahlungen hat, aber dann müssen wir in der Ruhezeit einfach wegkommen von dieser Belastung, und das ist ganz einfach zu machen, indem wir beispielsweise unseren Schlafraum möglichst von solcher Strahlung freihalten.

Sie sehen: Ein Moratorium macht in diesem Sinn, wenn wir vielleicht irgendwann in 10 oder 15 Jahren Resultate und wirklich handfeste Unterlagen haben könnten, keinen Sinn. Deshalb stimmt die EVP-Fraktion diesen beiden Vorstössen (*M 119-2019, M 120-2019*) auch nicht zu.

Noch etwas zur Sicherheit: Die Sicherheit der Daten ist tatsächlich ein Problem. Das ist aber nicht nur bei der Kommunikation mit den Natels so. Sondern all jene unter Ihnen, die jetzt vor sich auf dem Pult einen Laptop haben, haben dort drin Innereien aus Amerika, aus China, also aus Staaten, die mittlerweile keine so grosse Datensicherheit gewährleisten können. Deshalb spielt es eigentlich keine so grosse Rolle, bei welchen Techniken wir anfangen, aber das Thema der Sicherheit unserer Daten ist wirklich im Raum, und darum: Kommunizieren Sie doch am besten «face to face» bei einem Kaffee.

Adrian Haas, Bern (FDP). Danke, Markus Wenger, auch für die Information bezüglich der Strahlenbelastung, die wir letztlich hier im Ratssaal mit dem WLAN haben.

Die zwei Motionen (*M 119-2019, M 120-2019*) sind aus unserer Sicht bereits mit Blick auf die Digitalisierung, die unseren Kanton und unser Land weiterbringt, grundsätzlich abzulehnen. Wir wollen selbstfahrende Autos, Produktionssteuerungen oder Zusatzinformationen der SBB an die Kundinnen und Kunden nicht vorsorglich verhindern. Aus der Tatsache, dass sich einige welsche Kantone zu Moratorien hinreissen liessen, kann man sicher nicht schliessen, dass man in Bern den gleichen Fehler machen solle. Die Einführung der 5G-Technologie in der Schweiz ist bereits weit fortgeschritten. Es bestehen schon unzählige Antennen; allein hier in der Stadt Bern dürften es etwa 25 sein, und auch Handys gibt es auf dem Markt schon. Letzten Samstag erschien in der Zeitung «Der Bund» ein sehr guter Faktencheck – ich nehme an, dass Sie ihn gelesen haben –, den ich allen Technik-Skeptikerinnen und -Skeptikern zur Lektüre empfehle. 5G scheint eine Art neues Feindbild geworden zu sein. Anne-Caroline Graber hat von «une peur diffuse» gesprochen, also von einer diffusen Gefahr; dabei wird der Sack geschlagen, obwohl man eigentlich den Esel meint. Die biologische Wirkung von elektromagnetischen Strahlen hängt nämlich von der Stärke und der Frequenz ab, und nicht von der Technologie, mit der die Wellen bespielt werden. Die 5G-Stärken und -Frequenzen unterscheiden sich wegen ihrer nahen Verwandtschaft kaum von den heute bereits für den Mobilfunk verwendeten Frequenzen. Es ist also nicht wirklich eine grosse Änderung gegenüber 4G. Der aktuelle Rechtsrahmen regelt den Bau und Betrieb von neuen Antennen bereits, und auch die Strahlenwerte gibt es. Diese gelten auch für 5G. Hinzu kommt: Ein Moratorium wäre Bundessache, und die Verknüpfung mit Baubewilligungsbedingungen, die mit dem Bau überhaupt nichts zu tun haben, wäre ebenfalls widerrechtlich, wenn man dies hier im Kanton Bern machen würde. Ich danke dem Regierungsrat für die klaren diesbezüglichen Aussagen und hätte eigentlich erwartet, dass man nicht nur den Vorstoss Nummer 16 (*M 124-2019*) zurückzieht. Weil dies offenbar nicht der Fall ist, lehnen wir halt die anderen beiden (*M 119-2019, M 120-2019*) ab.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechenden, zuerst Thomas Gerber von den Grünen.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Wir alle nutzen ein mobiles Telefon, die meisten sogar ein Smartphone. Nach der dritten und vierten Generation ist jetzt die fünfte Generation an der Reihe. Die technische Veränderung war noch nie so gross wie beim Sprung von der vierten zur fünften Generation. Bei den 5G-Netzen wird die Übertragungsgeschwindigkeit gegenüber dem 4G-Netz um ein x-Faches beschleunigt. Es ist nicht nur noch *ein* Strahl, sondern es sind parallel 64 Strahlen, die gesendet werden. Genau dies ist das Problem: die Geschwindigkeit. Die Sicherheit der Software und der Hardware kann zum heutigen Zeitpunkt nicht gewährleistet werden. Wegen den komplexen Anforderungen der 5G-Netzwerke sind wöchentliche Software-Aktualisierungen, unter anderem auch durch Drittanbieter, erforderlich. Es ist zeitlich nicht möglich, dass Software-Hersteller die

Software-Versionen regelmässig und vollständig überprüfen und ständig alle Sicherheitsaspekte überwachen. Auch bei streng geprüfter Hardware kann Software somit ohne grossen Aufwand ein Hintertürchen für eine heimliche Kommunikation öffnen und auf diese Art zum Beispiel Cyber-Spionage ermöglichen.

Zu den Netzausrüstern die Frage, welchem Netzausrüster wir vertrauen wollen: Huawei, einer chinesischen Firma im Staatsbesitz? – Wir haben ja schon Mühe, wenn die BKW ein Ingenieurbüro kauft, und sagen dort schon, der Staat nehme darauf Einfluss. Wollen wir denn unsere Daten dem chinesischen Staat anvertrauen?

Zum gesundheitlichen Aspekt: Die gesundheitlichen Schäden sind noch nicht abgeklärt. Der Bund und die WHO haben dazu im Sommer einen Bericht versprochen. Bis heute ist dieser Bericht noch nicht vorhanden. Wir vergeben uns also nichts, wenn wir uns für ein Moratorium entscheiden; wir können nur gewinnen. Lassen wir doch einmal alle anderen das Lehrgeld bezahlen und stimmen den beiden Motionen (*M 119-2019*, *M 120-2019*) zu.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP). Ich möchte kurz noch einmal eine etwas andere Optik aufmachen als einfach jene, das Moratorium anzunehmen oder abzulehnen. Ich möchte Ihnen hier kurz ein bisschen meine eigene Erfahrung und meine eigenen Gedanken darlegen, und dann müssen alle selber entscheiden und selber die Verantwortung übernehmen, was man will.

Als ich noch ein junger Bub war – ich komme ja aus der Landwirtschaft –, mähte man das Gras noch mit der Mähmaschine mit Pferden. Dazumal hatten die Bienen Zeit, wegzufiegen, man konnte auch Hasen und Rehe aus dem Heu herausnehmen, und alles ging ein bisschen langsamer als heute. Heute hat man moderne Traktoren, mit denen man mit ungefähr 15 Kilometern pro Stunde durch das Gras jagt, und man hat hintendran einen Kreiselmäher mit Aufbereiter. Wie viele Bienen oder Insekten dabei ihr Leben lassen, weiss man nicht, und darum haben wir es im Kanton Bern so geregelt, dass die Ökobeiträge für jene, die ohne Aufbereiter mähen, erhöht werden. Das ist das eine. Das andere ist, dass ich erlebt habe, dass man in den 1960er-Jahren begann, Autobahnen zu bauen, und dass man dadurch schneller von Bern nach Zürich gelangen konnte. Heute sind die Autobahnen wieder voll; man muss die Spuren wieder ausbauen. Wenn Sie nach Zürich fahren, sehen Sie, dass der Wald kilometerweise darunter leiden musste: Er wird abgeholzt – nur, damit man wieder ein kleines bisschen schneller ist. Wenn früher jemand nach Australien oder Neuseeland reisen wollte, musste er wahrscheinlich fast ein halbes Jahr einrechnen, wenn nicht noch länger; heute können Sie in einen A380 steigen und mit den «Emirates» nach Dubai fliegen, und dann ist der A380 in 17 Stunden in Auckland. Das Resultat: Er hat etwa 250 Tonnen Kerosin verbrannt. Auch hierzu gibt es keine Diskussionen, ausser vielleicht ein bisschen vonseiten der Grünen.

Was will ich sagen? – Ich will einfach sagen: immer schneller, immer schneller. Jetzt haben wir 4G, vorher 3G, bald 5G. Was ist das Nächste? – Herr Volkswirtschaftsdirektor, ich weiss: Sie müssen schauen, dass von der Wirtschaft und vom Volk hier im Kanton Bern innovative Ideen realisiert werden können, dass man den Motor von Gewerbe und Industrie am Laufen halten kann. Aber, werte Anwesende: Es gibt auch einmal Grenzen. Und diese Grenzen, glaube ich, sieht man nicht so offiziell. Es ist heute einfach so, dass die psychiatrischen Kliniken voll sind, dass man viel mehr Suizide hat, dass die Leute eigentlich mit dieser Schnelligkeit gar nicht mehr klarkommen.

Und noch etwas – und dies hat mich wirklich betroffen: Werte Anwesende, wenn heute an einem Waldrand eine Natel-Antenne gebaut wird, dann wird oder wurde diese bewilligt, und wenn eine Familie ein Waldhäuschen aus einem Baumhäuschen bauen will, dann wird diese zum Rückbau aufgefordert. Dies betrifft mich wahnsinnig.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Eigentlich braucht niemand 5G, aber wir alle brauchen ein Handy, und dies nicht allzu knapp. Die mobile übertragene Datenmenge verdoppelt sich jedes Jahr, und diese Daten können wir problemlos mit 4G, 3G oder auch 2G senden und empfangen, aber es gibt ein Problem: Je älter die Technik ist, desto mehr Strahlung haben wir für die gleiche Datenmenge. 5G ist also eine Möglichkeit, mehr Daten mit weniger Strahlung zu verschicken. Damit verhindert die Einführung von 5G, dass die Strahlenbelastung parallel zur Datenmenge zunimmt. Quelle der Mobilfunkstrahlung sind wir alle, alle unsere mobilen Telefone, bei denen jede mobile Kommunikation beginnt und endet. Durch das Handy entstehen auch die grossen Strahlenbelastungen für die Bevölkerung. Entsprechend ist dort anzusetzen, wenn wir die Strahlenbelastung und allfällige Gesundheitsrisiken der Bevölkerung reduzieren wollen. In Klammern meine Interessenbindung: Ich bin Präsidentin von Public Health Schweiz, einer Organisation, die sich immer wieder mit Themen der öffentlichen Gesundheit auseinandersetzt. Weniger Daten, weniger Expositionszeit, geringere Nähe

zum Körper und technische Lösungen der Strahlenreduktion sind die einfachen Rezepte, aber es ist nicht zielführend, wenn wir Technologien zur Informationsübermittlung verhindern. Mit anderen Worten: Ich werde beide Motionen (*M 119-2019*, *M 120-2019*) ablehnen. Ich werde auch weiterhin bei jeder Möglichkeit, die es gibt, das Handy nicht direkt ans Ohr nehmen, sondern mit diesen eleganten Kabeln oder drahtfrei telefonieren, denn dies bringt mir den besten Schutz vor den Strahlen.

Kornelia Hässig Vinzens, Zollikofen (SP). Ja, jetzt komme ich halt noch einmal, jetzt habe ich ja drei Minuten, aber ich brauche nicht so lange. Ich wollte einfach noch das erzählen, was ich sagen wollte. Es hat mich in dieser Diskussion ein wenig genervt, wenn man die Leute, die gegen 5G sind, ein bisschen lächerlich macht. Eigentlich ist es nämlich schon wichtig und richtig und es ist auch unsere Aufgabe, dass wir die Ängste der Bevölkerung ernst nehmen. Es sind ja nicht nur Verschwörungstheoretiker, sondern es gibt auch die Ärzte für Umweltschutz, die Vorbehalte haben. Es gibt Menschen, die unter Strahlung leiden, und dies kann man nicht verneinen. Es konnte bis jetzt tatsächlich noch nicht wissenschaftlich bewiesen werden, dass diese Strahlen gefährlich sind, aber ich bin selbst Wissenschaftlerin und ich weiss, wie viel die Wissenschaft weiss, nämlich einen kleinen Teil dessen, was wir wissen können. Mir macht allerdings mehr Angst, was aufgrund von 5G alles möglich werden wird: Das sind die diversen, vielfachen Folgeanwendungen. Mehr Anwendungen brauchen mehr Rechenleistungen, mehr Endgeräte, mehr Strom und geben mehr lokale Strahlung. Auch wenn das einzelne Bit effizienter übertragen wird: Die Zahl der Bits, die übertragen werden, wird in Zukunft massiv zunehmen, und dies wird zu einem massiven Mehrverbrauch von Energie führen. Es muss mir niemand weismachen, dass wir nachher effizienter sind. Dies nennt sich übrigens Rebound-Effekt. Man kennt dies bei allem: Wenn man etwas effizienter macht, hat man nachher mehr Geräte, und am Schluss braucht man unter dem Strich mehr Energie.

Zudem wäre eigentlich eine gesellschaftliche Debatte wirklich mal dringend nötig – danke, Ueli, für Ihre Voten: Wie digital wollen wir eigentlich sein? Wollen wir wirklich von Robotern operiert werden? Ich finde dies ziemlich unheimlich. Wollen wir ein ferngesteuertes Auto? Wenn ich schon Auto fahre, würde ich eigentlich lieber selber steuern, und sonst sitze ich eigentlich im Zug. Wollen wir eine flächendeckende 5G-Versorgung? Haben die Meteorologen tatsächlich Probleme, wenn man 5G einführt? – Ich möchte eigentlich lieber einen meteorologischen Dienst haben. Meine Jungs sind nicht Fans davon, dass ich gegen 5G oder für ein Moratorium bin; sie möchten 5G nämlich supergerne sofort einsetzen können, dann könnten sie superschnell gamen. Dies ist der tagtägliche Kampf, den ich mit meinen Jungs habe, dass sie vor diesem Scheiss-Gamecomputer sitzen, und das nervt mich so! Wie digital wollen wir noch werden?

Ein Moratorium gäbe uns Zeit, einmal ein bisschen nachzudenken, was wir in unserer Gesellschaft eigentlich wollen. Der Kanton Bern ist ja nicht hintendrein; in der Region Bern stehen bereits 28 5G-Antennen, in Burgdorf 6, während es in Basel-Stadt erst 5 sind. Wieso, weiss ich nicht; das sei dahingestellt. Ja, wir sind also tatsächlich nicht das Schlusslicht, wir könnten gut noch ein Jahr warten, um die Bewilligung zu geben. Was ich aber das Wichtigste finde: Ein Moratorium würde uns Zeit geben, um auch die planungsrechtlichen Sachen sauber zu regeln. Dies ist für mich das A und O. Die Leute müssen Einsprache machen können, dies ist ihr demokratisches Recht, und es ist auch wichtig, dass sie eben nicht Angst haben vor dieser Technologie.

Michel Seiler, Trubschachen (Grüne). Man will hier einmal mehr vorbehaltlos den Gewinn im freien Markt, und allfällige Schäden will man der Allgemeinheit überlassen. Auch die ersten Atomkraftwerke waren beim Bau unbestritten. Schalten wir doch ein bisschen zurück und nehmen uns mehr Zeit für Entscheidungen. 700 000 Menschen in der Schweiz, oder 8 Prozent – Sie können selbst ausrechnen, wie viele es hier in diesem Saal sind – brauchen Psychopharmaka. Dies sollte Grund genug sein, diesem Vorstoss zuzustimmen.

Präsident. Es gibt keine weiteren Sprechenden mehr. Wünschen die Motionärinnen vor oder nach dem Volkswirtschaftsdirektor nochmals das Wort?

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). Je ne me fais aucune illusion. Je sais que nos motions (*M 119-2019*, *M 120-2019*) vont être clairement rejetées, mais je pense que ce débat devait avoir lieu. Il s'agit d'une question fondamentale. Je souhaite répondre à quelques arguments qui ont été avancés. Tout d'abord, celui selon lequel nous sommes tous utilisateurs de téléphones portables. Moi-même, j'apprécie beaucoup cet appareil qui me permet de communiquer et, en cette journée du digital 2019, c'est un thème particulièrement important. Mais je pense que le fait d'adopter un com-

portement qui comporte des risques n'interdit absolument pas d'avoir un esprit critique ! Vous pouvez très bien être fumeuse ou fumeur. Fumer des cigarettes, cela ne vous interdit pas de dire que fumer est dangereux pour la santé. Cet argument doit être écarté, il ne tient pas la route.

Ensuite, on a pu entendre parler de délires conspirationnistes. Mais je vous rappelle que plus de 50 pour cent de la population suisse est très sceptique par rapport à cette technologie. Et la Fédération des médecins suisses a dit officiellement qu'elle désapprouvait l'augmentation de la puissance des antennes relais décidée par les opérateurs. Elle l'a dit officiellement, la très respectable Fédération des médecins suisses ! On ne parle pas de personnes qui se baladent dans les rues avec des feuilles en alu sur la tête ! Ensuite, on entend que ce n'est pas de la compétence des cantons. Je souhaite dire deux choses importantes à ce sujet : cela a été rappelé, les cantons de Genève, de Vaud et du Jura ont décidé des moratoires sur cette question, alors que ce n'est pas prioritairement de la compétence des cantons. Donc, c'est possible de le faire, aussi pour donner un signal, même si ce n'est pas suivi de beaucoup d'effets.

Ensuite, il y a quelques mois, notre Grand Conseil a décidé à un gel sur la fermeture des offices postaux très peu fréquentés dans le canton de Berne. Est-ce que c'est la compétence des cantons, de décider un gel sur la fermeture des offices postaux par la poste, qui est une société anonyme de droit public, dont le seul actionnaire est la Confédération ? Alors, si une autorité publique a quelque chose à dire sur les offices postaux, c'est la Confédération, ce n'est pas le canton de Berne, et pourtant, le Grand Conseil a adopté cette décision de geler.

Ensuite, j'ai été quand-même frappée des faibles considérations dans les débats concernant la protection des données. C'est un thème extrêmement important. Il ne faut pas se voiler la face : Huawei est une entreprise qui est au service de l'Etat chinois. L'Etat chinois a des ambitions hégémoniques mondiales, et il utilise tous les moyens pour parvenir à ses objectifs. Dans ce sens-là, je pense que nous devrions être prudents par rapport à qui installe les antennes de 5G, ne serait-ce que pour cette raison, de souveraineté, de sécurité, on devrait soutenir un moratoire.

Et puis, finalement, une dernière chose : Fritz Ruchti, je suis extrêmement attachée aux faons. J'ai déposé une intervention à ce sujet. La technologie actuelle permet déjà de les trouver dans les champs. On a fait un travail extraordinaire l'été passé.

Präsident. Encore une fois Moussia von Wattenwyl.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Les Verts). Merci pour ce débat. Juste quelques précisions : C'est clair, il a beaucoup été fait acte de la technique. On a parlé des limites avec l'Europe. Il y a deux choses différentes : c'est la limite de la valeur de l'exposition. Là, on a la même chose que l'Europe. Cela dépend du lieu, encore, il y a encore certaines mesures. Par rapport aux valeurs d'émissions, là, on est clairement au-dessous de l'Europe. Mais je pense qu'on pourrait dire brièvement, que si vraiment la 5G était comme la 4G, on en parlerait pas autant, et surtout, les concessions n'auraient pas été vendues à des prix astronomiques, et les investissements ne se feraient pas autant massivement. Donc, on a clairement une différence entre la 4G et la 5G. Concernant tout ce qui devrait être prouvé ou pas, je me permets une blague, peut-être, mais est-ce que l'existence du « point G » a été prouvé ou pas ? On ne sait pas. (*Heiterkeit / Hilarité*). Mais on arrive à vivre avec, donc, on va arrêter de devoir tout prouver ce qu'on nous propose.

Par rapport à Fritz Ruchti et son chalet qu'il a de la peine à construire, moi, je pourrais mettre le point sur la construction des éoliennes : si on arrivait à développer des éoliennes aussi rapidement que les antennes de Swisscom ou de Sunrise, peut-être que la politique énergétique se porterait mieux, ou pas ? J'aurais un faible pour le postulat, comme l'a évoqué mon collègue Bruno Vanoni, mais finalement, je pense que cela n'apporte pas tellement, sauf peut-être quelques voix en plus. Donc, je vais maintenir la motion, et puis, j'aimerais surtout qu'on essaie de voir à long terme comme cela a été évoqué. Et surtout, c'est, je pense, la manière de faire de la Confédération qui a créé cette discussion globale autour de cette 5G. On peut se poser la question de quoi est-ce qu'on a vraiment besoin aujourd'hui, et qu'est-ce qui va changer notre vie, la 4G ou la 5G.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Regierungspräsidenten Christoph Ammann.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Wenn ich bis heute die Diskussion in der Öffentlichkeit verfolgt und auch heute zugehört habe, fühle ich mich doch sehr stark an die Diskussion erinnert, wie sie vor zehn Jahren stattfand, als man 4G einführte. Ich war damals als Gemeindepräsident selbst mit diversen Baugesuchen für Antennenstandorte befasst. Es sind dieselben Sorgen

und Ängste, es sind dieselben Befürchtungen, aber schlussendlich sind es auch Fakten, wie sie die Regierung in ihrer Vorstossantwort aufgezeigt hat. Unter anderem hat sie aufgezeigt, dass der Bund in abschliessender Zuständigkeit reguliert, gestützt auf wissenschaftliche Erkenntnisse. Wir haben in der Antwort auch aufgezeigt, welche Innovationskraft und welche Bedeutung für den Wirtschaftsstandort Kanton Bern von 5G ausgeht, und wir haben auch aufgezeigt, wie die gesundheitlichen Anliegen eben auf Bundesebene reguliert sind; Stichwort Grenzwerte. Jetzt ist es so, wie ich gesagt habe: Die Kompetenz für den Erlass von Vorschriften im Bereich der Mobilfunkinfrastruktur liegt einzig beim Bund; ein kantonales 5G-Moratorium ist also rechtlich gar nicht zulässig. Dies wurde von verschiedenen Votantinnen und Votanten richtig festgestellt.

Ich komme kurz noch zur Frage, wie Baugesuche zu beurteilen sind: Wann braucht es eine Baubewilligung, wann kommt das sogenannte Bagatellverfahren zur Anwendung? – Da gilt es zu unterscheiden: Jede neue Mobilfunk-Basisstation braucht ein ordentliches Baugesuch, und für die Erteilung der Bewilligung sind die Regierungsstatthalterinnen und -statthalter und die Gemeinden zuständig. Die Bürgerinnen und Bürger haben in diesem Rahmen die Möglichkeit, Beschwerde zu führen. Das Bagatellverfahren kommt dann zur Anwendung, wenn es Anpassungen an bereits bewilligten Anlagen gibt. Dies kann ein Austausch einer Antenne oder der Betrieb eines neuen Frequenzbandes sein. Das Vorhaben muss zudem die Kriterien der Umweltvorschriften erfüllen; dies sind Kriterien wie beispielsweise gleichbleibende Sendeleistung oder Senderichtung und keine Zunahme der Immissionsfeldstärke an den Berechnungspunkten. Dann kommt eben dieses Bagatellverfahren zur Anwendung; dann braucht es keine Baubewilligung und gibt es auch keine Ausschreibung. Aber: Die Fachstelle für den Schutz vor nichtionisierender Strahlung (NIS) prüft die Vorgaben und muss zu einem Vorhaben die Zustimmung geben. Dies ist ein Vorgehen, das vom BAFU, aber auch von der Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz (BPUK) seit 2013 so definiert ist. Dies ist die Praxis.

Die Regierung sieht keinen Grund und auch keine Möglichkeit, an den gesetzlichen Grundlagen und an der Praxis etwas zu ändern, und lehnt daher beide Vorstösse (*M 119-2019*, *M 120-2019*) ab.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung, zuerst zum Traktandum 14, der Motion von Moussia von Wattenwyl (*M 119-2019*). Wer diese Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2019.RRGR.142; *M 119-2019*)

Vote (Affaire 2019.RRGR.142 ; *M 119-2019*)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Ablehnung / Rejet

Ja / Oui 34

Nein / Non 104

Enthalten / Abstentions 12

Präsident. Sie haben diese Motion abgelehnt, mit 104 Nein- gegen 34 Ja-Stimmen bei 12 Enthaltungen.

Wir kommen zur Abstimmung zum Traktandum 15: Motion «5G-Moratorium» von Grossrätin Graber (*M 120-2019*). Wer diese Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2019.RRGR.143; *M 120-2019*)

Vote (Affaire 2019.RRGR.143 ; *M 120-2019*)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Ablehnung / Rejet

Ja / Oui 33

Nein / Non 103

Enthalten / Abstentions 13

Präsident. Sie haben auch diese Motion abgelehnt, mit 103 Nein- gegen 33 Ja-Stimmen bei 13 Enthaltungen.